



Thinking Africa

NOTE D'ANALYSE POLITIQUE

LA RÉBELLION CASAMANÇAISE OU LE CONFLIT SINUSOÏDAL AU SÉNÉGALAIS

par **Fatou Ndiaye**

Fatou Ndiaye Sadji est étudiante sénégalaise. Elle s'intéresse aux questions géopolitiques et géoéconomiques, l'analyse des enjeux de sécurité et de défense. Elle termine une deuxième licence de science politique après un Bachelor en Management et développement option finance en école de commerce (3A Lyon/Etica Dakar).

Actuellement en master 2 de science politique parcours politique de prévention et sécurité à Science po Saint St Germain en Laye/UVSQ dans l'optique de poursuivre une carrière dans la recherche publique ou privée.

RÉSUMÉ

Cette note a pour objectif de donner une vision actualisée du conflit casamançais, plus vieux conflit d'Afrique qui dure depuis 37 ans. À travers celle-ci il y a aussi la volonté d'énoncer quelques pistes de réflexion sur les possibles raisons du maintien du statut quo casamançais et la position de l'État sénégalais quant à la résolution de ce conflit qualifié de basse intensité.

Mouvement désormais essoufflé, défavorisé par le contexte géopolitique actuel, en perte de soutien interne et externe, en plus d'être fragilisé par le vieillissement de ses leaders il sera question d'essayer de trouver ce qui pourrait lui porter le coup fatal ou al contrario le remettre sur pied voire renouveler ses objectifs.

CONTEXTE

Cette note s'insère dans un contexte politique marqué par l'intervention de plusieurs organisations de la société civile qui soulignent l'urgence pour l'État et le Mouvement des forces démocratiques de Casamance (MFDC) de se parler afin « d'éteindre les signaux rouges » menaçant l'accalmie dans la région sud du Sénégal¹. En effet certains événements problématiques se produisant dans le Sud du pays doivent retenir notre attention. La culture du chanvre indien se développe dans des zones de non droit, les litiges sur l'exploitation du zircon sont à soulever ainsi Salif Sadio critique les négociations qui piétinent et menace de reprendre les armes² entre autres. Bien que le rapport de force ait changé en faveur de l'armée sénégalaise et que l'alternance en Gambie ait aussi été favorable à l'État du Sénégal le MFDC n'a toujours pas été neutralisé. Ce conflit reste diffus et à caractère asymétrique³ pour reprendre les propos de Nouha Cissé, historien et observateur du conflit en Casamance.

1. Agence de Presse Sénégalaise (APS), CASAMANCE : DES POURPARLERS RÉCLAMÉS POUR « ÉTEINDRE LES SIGNAUX ROUGES », [En ligne]. Disponible sur <<http://aps.sn/actualites/societe/article/casamance-des-pourparlers-reclames-pour-eteindre-les-signaux-rouges>>. (Consulté le 23.09.2019).

2. Jeuneafrique, « Sénégal : Salif Sadio, l'un des chefs du MFDC, dénonce des négociations de paix qui « piétinent » en Casamance », [En ligne]. Disponible sur <<https://www.jeuneafrique.com/768350/politique/senegal-salif-sadio-lun-des-chefs-du-mfdc-denonce-des-negociations-de-paix-qui-pietinent-en-casamance/>>. (Consulté le 30.08.2019).

3. Agence de Presse Sénégalaise (APS), CASAMANCE : DES POURPARLERS RÉCLAMÉS POUR « ÉTEINDRE LES SIGNAUX ROUGES », [En ligne]. Disponible sur <<http://aps.sn/actualites/societe/article/casamance-des-pourparlers-reclames-pour-eteindre-les-signaux-rouges>>. (Consulté le 23.09.2019).

PROBLÉMATIQUE

Comment un tel mouvement a pu naître sur le territoire sénégalais ?

Pourquoi perdure-t-il et où en est-il aujourd'hui ?

Une issue satisfaisant les deux parties est-il envisageable dans un proche avenir ?

IDÉES MAJEURES

La mise en avant d'un particularisme casamançais et donc la différenciation de la Casamance du reste d'un Sénégal « sahélien » a forgé le MFDC.

Le MFDC était à ses débuts un mouvement politique régionaliste.

D'un sentiment de vide politique déclenché par des problèmes fonciers auxquels l'État n'a pas su répondre a émergé le discours anti- « nordiste ».

Le sentiment de colère, d'exclusion et d'exploitation ressenti par la population a permis son enrôlement dans ce mouvement.

Le mouvement est essoufflé par sa durée et est plus que jamais affaibli.

L'alternance en Gambie est en faveur de l'État du Sénégal.

Le dialogue entre les différents protagonistes traîne tant en longueur à cause de la division au sein même du mouvement et de l'absence de concessions entre l'État et le mouvement.

L'État sénégalais a su prendre l'avantage et jouer dans les divisions au sein du mouvement pour l'affaiblir en son sein mais n'a pas encore réussi à l'anéantir.

Le statut quo et cette situation de ni paix ni guerre peut être considéré une stratégie d'État.

L'État tente la paix par le développement.

MOTS-CLÉS

MFDC, GRPC, rébellion indépendantiste au Sénégal, particularisme casamançais (sénégalais du nord/du sud), traité de paix et discussion de Rome (Sant'Egidio), statut quo en Casamance...

INTRODUCTION

Pays de l'Afrique de l'ouest couvrant une superficie de 196712 km² pour une population estimée à 15726037 habitants⁴ en 2018, le Sénégal avec ses deux alternances pacifiques et aucun coup d'État, fait figure de modèle démocratique en Afrique⁶.

4. Agence Nationale de la Statistique et de la Démocratie [en ligne]. Disponible sur <<http://www.ansd.sn/>>. (Consulté le 20.09.2019).

5. Agence Nationale de la Statistique et de la Démocratie [en ligne]. Disponible sur <http://www.ansd.sn/index.php?option=com_content&view=article&id=481:la-population-du-senegal-en-2018&catid=56:depeches&Itemid=264>. (Consulté le 20.09.2019).

6. Franceinfo : Afrique, Sénégal : Macky Sall mise sur une réélection au premier tour de la présidentielle [En ligne].

Modèle de société qui place le dialogue au-dessus de tout (dialogue inter-religieux et culturel, dialogue national etc.) il est félicité pour sa stabilité et même considéré par Bakary Sambe⁷ comme « un îlot de stabilité dans une région d'instabilité⁸ » par comparaison à ses voisins. Cependant, malgré cet aphorisme gratifiant qui l'érige en modèle ; c'est sur son territoire que subsiste les cendres de l'un des plus vieux conflits d'Afrique⁹.

En effet, la Casamance (région du sud-ouest sénégalais), riche de son climat de son fleuve et de ses forêts, connaît une instabilité depuis 1982 lorsque le Mouvement des Forces Démocratiques de Casamance (MFDC) prit les armes pour s'opposer à l'État à la suite de l'arrestation de son leader l'abbé Diamacoune Senghor¹⁰. D'une mobilisation pacifique en vue de remplacer le drapeau sénégalais par un drapeau blanc, suivie d'une violente répression étatique condamnant cet acte, résulte ce revirement dans la violence envers l'État sénégalais accusé de tuer les enfants de la région¹¹.

Comment un tel mouvement a pu naître sur le territoire sénégalais ? Pourquoi perdure-t-il et où en est-il aujourd'hui ? Une issue satisfaisant les deux parties est-elle envisageable dans un proche avenir ?

À travers cette note, 37 ans d'histoire seront survolés afin d'essayer de donner une vision actualisée de ce conflit.

Disponible sur <https://www.francetvinfo.fr/monde/afrique/senegal/presidentielle-au-senegal-macky-sall-mise-sur-une-reelection-au-premier-tour_3195939.html>. Consulté le (30.09.2019)

7. Enseignant chercheur à l'Université Gaston Berger de Saint-Louis, coordonnateur de l'Observatoire des radicalismes et conflits religieux en Afrique (à Saint Louis) et fondateur du think tank Timbuktu Institute-African Center for Peace Studies.

8. Le Vif Magazine, *Les pays d'Afrique de l'Ouest renforcent la garde face à la menace jihadiste* [En ligne]. Disponible sur <<http://www.levif.be/actualite/international/les-pays-d-afrique-de-l-ouest-renforcent-la-garde-face-a-la-menace-jihadiste/article-normal-454777.html>> (Consulté le 28.09.2019).

9. Gaillard B., Gleizes Ch., *Populations dépitées, champs de cannabis et rebelles corrompus : au cœur du plus vieux conflit d'Afrique* [En ligne]. Disponible sur <<https://www.vice.com/fr/article/59dxxn/conflit-casamance-traffic-drogue-rebelles>>. (Consulté le 20.09.2019).

10. Chef historique du mouvement indépendantiste de Casamance l'abbé Augustin Diamacoune Senghor est né le 4 avril 1928 à Senghalène et décède à l'hôpital militaire du Val-de-Grâce à Paris le 13 janvier 2007.

11. Dalberto S-A, « Le conflit casamançais. Matrices, émergence et évolutions », *Revista de Politica Internacional*, n°XI-XII, 2008, p 10.

La question des frontières a toujours constitué un sujet de discorde en Afrique. Constituant un ensemble bien distinct du Sénégal ce n'est que vers 1886 que la France négocie avec le Portugal la cession du poste de Ziguinchor et la délimitation de la frontière avec la Guinée portugaise¹². Au cours de leur présence dans la partie méridionale du Sénégal, administrateurs locaux et commerçants français ont commencé à développer l'imaginaire d'une unité casamançaise et d'un particularisme casamançais¹³. Ces comportements sont restés même après les indépendances et l'accent sur cet imaginaire casamançais et donc la différenciation de la Casamance du reste d'un Sénégal « sahélien » finit par forger le MFDC.

À ses débuts en 1949¹⁴, c'était un mouvement politique régionaliste. Bien que le MFDC séparatiste de 1982 reprend le même nom la filiation est tout autre¹⁵. Ce choix d'homophonie peut être interprété comme une volonté de se légitimer aux yeux de la population. Le mouvement d'origine a été instrumentalisé pour servir les intérêts du nouveau et l'utilisation de la violence justifiée avec le discours de l'ancien.

À ce titre le charismatique Abbé Diamacoune ayant produit l'essentiel du discours du mouvement a été instrumentalisé par un entrepreneur politique vivant en France à l'époque un dénommé Mamadou Sané dit Nkrumah¹⁶ pour servir des intérêts tout autre selon Jean Claude Marut.

L'INCOMPRÉHENSION, SOURCE DE TOUS LES MAUX ?

D'un sentiment de vide politique déclenché par des problèmes fonciers¹⁷ auxquels l'État n'a pas su répondre a émergé un discours anti- « nordiste »

12. Dalberto S-A, *ibid*, p. 2.

13. Dalberto S-A, *ibid*, p.3.

14. Dalberto S-A, *ibid*, p.4.

15. Marut, J.-C. « Le sésous des cartes casamançaises. Une approche géopolitique du conflit » [en ligne]. Disponible sur <<http://www.urbanlab.org/articles/Marut,%20J.-C.%201994.%20Le%20sésous%20des%20cartes%20casaman%C3%A7aises.%20Une%20approche%20g%C3%A9opolitique%20du%20conflit.pdf>> p. 205. (Consulté le 28.08.2019).

16. Marut, J.-C. *ibid*, P.205.

17. Kandé Mamoudou Alioune. (17.12.2016). *Le conflit casamançais, origines historiques et prolongements actuels* (« thèse de doctorat » Toulouse 1 Capitole, France). Disponible sur <http://publications.ut-capitole.fr/23520/1/KandéMamoudouAlioune2016.pdf>

(sénégalais du nord considéré comme responsable de tous leurs maux)¹⁸. Ainsi la population a pu s'identifier dans les revendications portées par le mouvement. Qu'est ce qui a réellement pu rendre ce soutien possible ?

D'abord un sentiment de colère :

Bien qu'étant la région la plus riche du Sénégal et possédant l'un des taux de scolarité les plus importants amenant dans le temps beaucoup de gens du Sud à aller travailler à la capitale il y a un sentiment de discrimination à l'égard de cette population considérée par les nordistes comme « primitive¹⁹ ». Un sentiment de frustration prévaut ainsi dans cette région où la population a l'impression que la plupart de ses besoins ne sont pas entendus ou sont volontairement passés sous silence par l'autorité administrative qui n'y répond pas. Le sentiment d'État négligent grandit dès lors dans le cœur de cette population. Il y a un sentiment d'incompréhension de leur culture et une volonté de se distancier du nord auquel il ne s'identifie pas.

Sentiment d'exclusion

Très au sud et trop enclavée la Casamance est une région où les habitants ont besoin de traverser l'État souverain qu'est la Gambie pour se rendre dans la capitale (Dakar). Elle est ainsi coupée du reste du pays ce qui rend facile l'émergence d'un discours régionaliste et indépendantiste. Se sentant parfois plus proche des habitants de pays voisins comme la Gambie citée plus haut ou encore la Guinée Bissau à cause du passé colonial commun et de la ressemblance ethnique le mouvement a pu compter sur ces derniers comme soutien et parfois comme solution de repli même si l'implication de ces pays est d'ordre purement stratégique.

Sentiment d'exploitation

Les crises politiques se manifestent le plus souvent dans les zones où il y a des richesses car il y a un problème dans leur répartition et redistribution et la Casamance n'est à ce titre pas une exception.

Considérée comme le grenier du Sénégal la région fait en plus face à un trafic de son bois sans avoir le sentiment d'être écoutée mais juste exploitée, la réduisant ainsi à un rôle de simple fournis-

seur. Aux origines de la frustration l'accapement des terres par l'État au détriment de la population locale jette les pierres de l'exacerbation.

Dans ce contexte les graines d'une violence identitaire ont facilement pu germer et convaincre car encadré par la bonne personne incarnée en la personne de Sané. Mais pourquoi les résultats n'ont pas été au rendez-vous ?

UN MOUVEMENT ESSOUFLÉ PAR SA DURÉE ET PLUS QUE JAMAIS AFFAIBLI

Qualifié de plus vieux conflit d'Afrique et même si la violence a été notoire l'absence d'attaque en dehors du sol casamançais ainsi que la non-perturbation du pouvoir politique expliquent le désintérêt de la communauté internationale face à ce conflit. La réponse de l'État qui entretient une situation de ni paix ni guerre et la non-communication sur les détails concernant l'avancement de la résolution explique la non-inquiétude des Sénégalais du nord. D'ailleurs Ousmane Sonko un des candidats à la présidentielle de 2019, critiquait ce non-partage d'informations lors de la campagne électorale : « personne ne sait ce qui se passe en Casamance. Le président agit dans l'opacité la plus totale et ne dit rien aux Sénégalais, ce n'est pas normal ! »²⁰. Le conflit dure depuis si longtemps que la population ne la craint plus et lui accorde de moins en moins d'importance. Si son passage à la lutte armée a fait couler beaucoup d'encre l'euphorie a fini par se tasser et la Casamance n'est sujet d'actualité que lorsqu'il s'y passe quelque chose.

Le conflit traîne en longueur et malgré la signature de nombreux cessez-le-feu et accord de paix²¹ et l'ouverture de la discussion à Rome depuis 2012 cela n'a pu pas signifier la fin du mouvement. Avec la mort de son leader en 2007 le MFDC a davantage sombré dans la division avec des sous- groupes aux revendications différentes pour une lutte de positionnement et de leadership. Possédant la branche la plus visible Salif Sadio toujours aussi radical qu'à ses débuts ne dépose pas les armes bien que plus que jamais affaibli avec la sortie de Yahya Jammeh du

18. Marut, J-C ; « À l'Ouest, quoi de nouveau ? Les obstacles à la paix en Casamance », Les Cahiers d'Outre-Mer [En ligne], 255 | Juillet-Septembre 2011, mis en ligne le 01 juillet 2014, consulté le 02 octobre 2019. URL : <http://journals.openedition.org/com/6289> ; DOI : 10.4000/com.6289.

19. Dalberto S-A, « Le conflit casamançais. Matrices, émergence et évolutions », op. cit., p. 1.

20. Jeuneafrique, « Sénégal : comment Macky Sall a géré le conflit casamançais » [en ligne]. Disponible sur <<https://www.jeuneafrique.com/mag/708736/politique/senegal-comment-macky-sall-a-gere-le-conflit-casamancais/>>. (Consulté le 23.08.2019)

21. Accord de cessez-le-feu signé en 1991, 1999 à Banjul, 2001, accord de paix en 2004.

pouvoir et riche que de 250 combattants. Il possède toutefois un armement respectable et profite des services de quelques anciens junglers, les escadrons de la mort de Jammeh. Sadio critique l'accord de paix et campe toujours dans ses positions car accuse l'État sénégalais de ne pas respecter les termes du traité. Le Leader décédé du MFDC a d'ailleurs toujours soutenu que la Casamance ne voulait pas la guerre et ne veut pas la guerre²² ce qui est une critique envers l'État Sénégalais car cela laisse entendre que si la situation a dégénéré jusqu'à ce point c'est parce qu'il n'a pas su la gérer. C'est un point très sensible étant donné que le Sénégal se pose en exemple de démocratie dans la région et intervient même dans la régulation de certains conflits dans le continent (exemple du Mali et de la Centrafrique). Ceci entache sa légitimité à se comporter en exemple de gouvernance et à vouloir intervenir pour arranger la situation ailleurs puisque n'étant pas capable de régler un conflit qui perdure sur son propre territoire.

Si le dialogue entre les différents protagonistes traîne tant en longueur c'est premièrement à cause de la division au sein même du mouvement. C'est la raison pour laquelle César Atoute Badiate souhaitait d'abord une retrouvaille entre les différentes factions du mouvement avant de se mettre autour d'une table de négociation. Concernant cette division le fait que toute l'attention soit centrée sur Sadio alors que les camps de Badiate ou encore Compass Diatta qui sont importants mais écartés est aussi un handicap.

Deuxièmement il y a une absence de concessions entre l'État et le mouvement. Pour l'État il est hors de question de négocier la question de l'indépendance et pour les indépendantistes le dialogue est pour permettre de régler la question de cette indépendance. Les partis viennent autour de la table avec des objectifs contraires ce qui fait que la situation stagne et traîne en longueur même si les ONG sur place et le Groupe de réflexion pour la paix en Casamance (GRPC) de Robert Sagna tentent tant bien que mal de jouer les intermédiaires pour négocier la paix en Casamance. L'utilité de ces négociations est souvent remise en question. Jean-Marie François Biagui ancien secrétaire général MFDC ira jusqu'à dire que ces négociations ne servent à rien. «L'indépendance ne se négocie pas, elle s'arrache ! Nous

22. Scoops de Zinguinchor, «BIOGRAPHIE/ Anniversaire: L'ABBE DIAMACOUNE SE CONTE, SOUS SA PROPRE PLUME» [en ligne]. Disponible sur <http://www.scoopsdezinguinchor.com/article.php?id=640&id_rubrique=37>. (consulté le 13.09.2019).

avons tenté de l'arracher militairement, c'est-à-dire au bout du canon, mais on n'a pas pu. Mais on aurait pu tenter de l'arracher politiquement, si la Constitution du Sénégal nous le permettait. Ce qu'on n'a pas pu obtenir au bout du canon, vous pensez qu'on va pouvoir un jour l'obtenir sur la table des négociations? Non, tout ça c'est du bluff...»²³ Il laisse entendre que ce statu quo est bénéfique au mouvement car de toute façon il ne peut pas atteindre les objectifs qu'il s'était fixé.

Qu'en est-il de l'État sénégalais? Pourquoi avoir opté pour cette solution? Doit-il agir et essayer d'éradiquer le mouvement maintenant qu'il s'est davantage affaibli ou Doit-il doit-il au contraire ne rien faire?

AGIR OU NE PAS AGIR?

À ce stade aucun des deux camps ne réagit et ils s'observent depuis leurs checkpoints respectifs

Que gagnerait l'État à réagir?

Le rapport de force, le contexte géopolitique et le temps ont été favorable à l'État sénégalais mais la situation n'a toujours pas évolué pour autant. L'État sénégalais a su prendre l'avantage et jouer dans les divisions au sein du mouvement pour l'affaiblir en son sein mais n'a pas encore réussi à l'anéantir. Si cette situation de ni paix ni guerre est avantageuse pour Salif Sadio car il n'est pas en situation de force est-ce la même chose pour l'État sénégalais?

Est-ce la position qu'un État souverain doit adopter face à une rébellion qui ne compte même plus 300 personnes? Est-ce que continuer à espérer la sortie du conflit par le dialogue et laisser ce conflit perdurer à cause de ce petit nombre d'hommes qui ne bénéficie même plus du soutien gambien pour se replier ce n'est pas lui donner l'importance qu'il n'a plus?

En bon réaliste la position du président Macky Sall qui invite à oser la paix sans vainqueur ni vaincus est critiquable car cela peut être perçu comme un signe de faiblesse. Même si le mouvement s'est beaucoup affaibli il est encore capable d'actes symboliques comme le massacre dans la forêt de Bourrafaye²⁴

23. Sambou Th-S., «contre les contre-vérités, et contre l'idée d'un casamançais authentique Jean-Marie François Biagui présente deux nouveaux ouvrages» [En ligne]. Disponible sur <<https://www.seneplus.com/culture/contre-les-contre-verites-et-contre-lidee-dun-casamançais>>. (Consulté le 28.09.2019).

24. Le point international, «Casamance: l'armée sénégalaise à la poursuite des auteurs du massacre de 13 jeunes», [En ligne]. Disponible sur <<https://www.lepoint.fr/monde/>>

en 2018. La position d'un État qui militairement est capable de neutraliser la menace à sa stabilité mais qui pourtant laisse les armes à son ennemi se contentant de le surveiller peut être difficile à comprendre. Ceci reviendrait à voter pour le statut quo et laisser planer l'idée que la situation pourrait être différente et le rapport de force s'inverser. L'ennemi pourrait en profiter pour étoffer ses rangs et revoir sa stratégie ce qui à long terme pourrait jouer en sa défaveur surtout si les attaques commencent à viser d'autres territoire que la Casamance.

Cependant un État qui prendrait la décision d'en finir par la force car conscient de son avantage sur le plan militaire pourrait refaire vivre le mouvement et lui redonner le souffle qui lui manque. Il deviendrait dans le discours l'acteur impérieux qu'il faut abattre car il aura violé les traités de paix et s'en prend à ses propres citoyens qu'il est censé protégé de par le contrat social qui les unit. Ces rebelles qui ne veulent pas de l'intégration sont quand même les enfants du pays et les tuer c'est les transformer en martyrs. Même si la population se désintéressait du conflit, que son soutien se fragilise de jour en jour car elle ne cesse de demander la paix il serait plus facile pour ces rebelles d'attiser la haine en se servant des «morts» pour critiquer la démocratie et l'État Sénégalais.

LE STATU QUO EST-CE LA SOLUTION À LONG TERME ?

D'un point purement stratégique le fait de laisser traîner et laisser s'essouffler le mouvement tout seul peut être félicité. Ceci voudrait dire que ce n'est pas parce que l'État ne s'intéresse pas ou n'a pas les cartes en main pour anéantir la rébellion qu'il n'agit pas mais c'est juste qu'il laisse délibérément traîner pour pousser à la faute. Cela a l'air de marcher car on dirait que l'ennemi mord à l'hameçon. Salif Sadio critique les négociations qui piétinent et menacent de reprendre les armes²⁵.

Si l'État n'est pas le premier à agir (donc à attaquer) il lui sera plus légitime d'utiliser sa supériorité

senegal-regain-de-violence-en-casamance-13-jeunes-tues-dans-une-foret-06-01-2018-2184488_24.php>. (Consulté le 27.08.2019).

25. Jeuneafrique, «Sénégal: Salif Sadio, l'un des chefs du MFDC, dénonce des négociations de paix qui «piétinent» en Casamance», [En ligne]. Disponible sur <<https://www.jeuneafrique.com/768350/politique/senegal-salif-sadio-lun-des-chefs-du-mfdc-denonce-des-negociations-de-paix-qui-pietinent-en-casamance/>>. (Consulté le 30.08.2019).

militaire car cela serait pour assurer une position de défense. Il ne serait donc pas condamné par la population car il agirait dans son intérêt pour neutraliser la menace qui pèse sur elle. Il est plus simple pour un État lorsqu'il s'agit de conflit intérieur d'assurer une position de défense que d'attaque car il doit assurer le bien-être de ses citoyens. Il pourra ainsi aisément la neutraliser une bonne fois pour toutes au nom de la conservation de son intégrité territoriale, en profiter pour asseoir son autorité et en faire des exemples pour ceux qui auraient pu être tenté dans l'avenir. Ça serait aussi une bonne occasion pour l'État de récupérer son prestige sur ces territoires et par la même occasion tenter de récupérer le respect et le soutien des populations déplacées à cause du conflit et qui après le retour ont toujours l'impression que l'État ne fait rien pour elle et se sent abandonné. «Dans la commune de Djibidione par exemple, environ 81 % de la population déclarent n'avoir jamais reçu un soutien de l'État ni pendant leur déplacement contraint par l'insécurité ni après leur retour.²⁶ Il pourrait enfin remplir pleinement son rôle de protecteur pour ces populations qui n'hésite plus à former des comités d'autodéfense²⁷ et en apprenant de ses erreurs passées l'État pourrait commencer à être plus à l'écoute pour prévenir tout mécontentement populaire.

LA PAIX PAR LE DÉVELOPPEMENT ?

Pourquoi ne pas privilégier les solutions économiques pour régler ce problème politique ?

Quelles est aujourd'hui la position des casamançais eux même face à ce mouvement ? Ne sont-ils pas fatigués par un conflit qui ne veut se terminer et qui lui prend ses enfants et le vise directement comme cible ?

Beaucoup d'actions sont entreprises par l'État sénégalais afin de répondre aux besoins de la population et à ce titre espérer récupérer ceux qui soutiennent encore le mouvement comme les habitants du fief de Salif Sadio. Si le mouvement est de plus en plus perçu non pas comme le héros qui va aider au développement de la région mais comme un obstacle qui nuit à la population il perdra plus en crédibilité. Il aura alors de plus en plus de mal à recruter alors que l'État gagne des points parce que les tentatives

26. Sène, Abdourahmane Mbade, «Mobilités, activités socio-économiques et trafics à la frontière sénégalogambienne dans le contexte du conflit casamançais», Les Analyses de Population et Avenir, juin 2019, p. 16.

27. Sène, Abdourahmane Mbade, *ibid*, p. 18.

pour désenclaver la région (avec la construction du pont Farafégné par exemple) ou les projets d'ordre économiques pour relancer la zone et la réintégrer totalement sont loués par la population.

Si en plus de cela l'État offrait des alternatives pour accompagner, récupérer et réintégrer ceux qui ne sont plus convaincus par le discours ou n'ont plus espoir en l'indépendance et qui veulent se ranger cela pourrait constituer un autre coup fatal au mouvement.

En définitive la situation reste volatile même si le mouvement perd de son soutien intérieure et extérieure. L'État Sénégalais se trouve désormais

en position de force et grâce au rôle joué dans l'alternance politique survenue en Gambie en 2017 des effets positifs sont notés tant sur le plan économique que social avec notamment le début de la baisse du trafic de bois de la Casamance en direction de la Gambie.²⁸ Cette avancée est quand même à prendre avec des pincettes car il reste le trafic de chanvre indien ou encore d'arme à maîtriser.

Désormais essoufflé l'avenir du mouvement pourrait consister à s'ériger pacifiquement en gardien des ressources naturelles de la région notamment le zircon à Niafarang.

28. Sène, Abdourahmane Mbade, *ibid*, p. 23

À PROPOS DE THINKING AFRICA

Créé en janvier 2013 par une équipe de chercheurs et experts africains, Thinking Africa est un institut de recherche et d'enseignement sur la paix. Réseau de jeunes chercheurs, d'universitaires confirmés et d'experts, il offre, aux institutions, aux gouvernements, aux sociétés civiles, et aux organisations, des analyses, recommandations et formations pour vivre la paix sur le continent africain.

Nous publions des notes stratégiques sur les enjeux politiques, économiques et sociétaux en Afrique, formons des hauts fonctionnaires, officiers et décideurs africains au leadership, à la médiation et à la négociation. Nous organisons des conférences scientifiques et débats sur les enjeux névralgiques africains.

Thinking Africa
25 BP 1751 Abidjan 25
Côte d'Ivoire

